

Mali - In Amenas

et les relations algéro-françaises:

Les peuples des deux rives pourront-ils, à l'encontre des aventures néocoloniales et djihadistes, faire prévaloir des solutions pacifiques dans l'intérêt mutuel de tous ?

Au-delà des controverses touchant aux aspects tactiques et épisodiques de la grave conjoncture enclenchée au Mali et en Algérie, plus largement encore autour de la Méditerranée et du Sahel Africain, une question de fond ancrée dans les décennies précédentes interpelle l'ensemble des peuples, Etats et acteurs protagonistes de ces vastes régions.

Dans les rapports inévitables entre le militaire et le politique, quelle est la combinaison la plus favorable aux solutions de paix, de liberté, de justice sociale, de relations viables et vivables entre peuples et citoyens ? Plus exactement, quel impact sur les solutions selon que domine unilatéralement et arbitrairement l'une ou l'autre de ces options, sans égard aux conditions historiques et géopolitiques concrètes et aux légitimes aspirations des peuples et des citoyens ?

Ce thème est abordé partiellement à l'occasion d'une activité associative à laquelle j'étais invité. Je n'ai malheureusement pu y participer directement pour raisons météorologiques et de santé, mais le débat est largement et pour longtemps présent dans l'opinion.

Sadek Hadjerès, 22 janvier 2013

Je remercie d'abord l'association « Agir pour la Paix » de nous donner l'occasion de ce débat. Il est à la fois important en lui-même dans l'imbroglio de la conjoncture présente et il satisfera en même temps, par ce biais de l'actualité, votre intérêt à mieux connaître plusieurs problèmes vécus par l'Algérie avant, pendant et après l'indépendance.

Votre association sait à quel point sont complexes et difficiles les efforts et les luttes pour instaurer et défendre les solutions pacifiques sur la voie de la liberté et de la justice sociale. Cela se confirme une fois de plus au moment où l'Algérie, peuple et gouvernants, s'efforce de sauvegarder sa souveraineté nationale sur son territoire, son indépendance de décision et ses richesses vitales. En un mot un ensemble de conquêtes arrachées dans la douleur, constamment menacées et remises en cause depuis l'indépendance, et qui lui ont permis de survivre en dépit de sérieuses faiblesses et régressions politiques et sociales internes. Aujourd'hui, le peuple algérien est à nouveau confronté à de graves atteintes et menaces régionales dans lesquelles se conjuguent les visées néocoloniales sur le Sahel africain, les assauts des formations djihadistes aux accointances multiples, et des stratégies mondiales ultralibérales exacerbées par le tourbillon d'une crise financière et économique structurelle.

Pendant le déclenchement de l'intervention française au Mali et la prise terroriste d'otages à In Amenas, on a vu dominer dans la communication et les débats publics, les réactions de caractère émotif ainsi que les motivations subjectives ou exclusivement idéologiques, partisans, sans le recul et le complément nécessaire d'une analyse sérieuse.

Que ce genre de réactions et proclamations spontanées se produisent chez des gens et des milieux soumis à désinformation, face à des dangers vrais ou supposés, cela se comprend. On comprend aussi qu'elles soient sciemment exploitées et amplifiées par les ennemis des droits de l'Homme et des solutions politiques pacifiques.

Mais aujourd'hui, une fois dépassés les moments de stress collectifs et de confusion les plus aigus, il devient plus facile de concentrer l'attention sur la substance et la racine des événements, leur contenu économique, social et géopolitique. En un mot les enjeux objectifs véritables, qui éclairent les comportements des acteurs bien mieux que leurs proclamations médiatiques.

Ainsi, il est plus facile de dépasser les illusions, les généralités, les amalgames faciles et procès d'intention, les slogans dont abusent ceux dont l'intention est de faire le contraire de ce qu'ils cherchent à faire croire. Ils parleront de lutte contre le terrorisme en général en le réduisant aux actes visibles, en eux-mêmes inacceptables et devant être fermement et promptement neutralisés par les services de protection concernés. Mais ils se gardent de définir et analyser les dessous de ces actes, de s'interroger sur leurs commanditaires maffieux, financiers ou étatiques, les raisons économiques, sociales et politiques du développement et des instrumentalisation de ce phénomène terroriste, les intérêts qu'il sert objectivement ou inconsciemment, la meilleure façon de le combattre, l'isoler et l'extirper comme mode de règlement des problèmes posés aux sociétés et aux Etats. Au lieu de combattre vigoureusement et intelligemment des agissements terroristes concrets et bien identifiés, on verse en connaissance de cause dans des amalgames idéologiques terrifiants à propos du grand diable vert de l'islam, comme on le faisait avec le grand diable rouge du communisme, l'essentiel étant de maintenir la lourde chape de l'oppression et de l'exploitation. Ce qui, entre parenthèses, n'empêche pas les croisés islamophobes de mendier les milliards de pétrodollars et de pactiser avec les potentats et fourriers saoudiens et qataris du fondamentalisme intégriste, leur précieux allié chargé de déstabiliser tour à tour les contrées du Maghreb et du Machreq, afin d'y établir des contrefeux à toute avancée possible des processus démocratiques.

Je vous parle d'expérience : quel combattant anticolonialiste pourra-t-il oublier comment nous algériens indépendantistes étions diabolisés par les gouvernants socialistes ou droitiers français qui nous traitaient de fellagas, musulmans fanatiques et terroristes, passibles de la torture et de la guillotine. Ils avaient comme aujourd'hui plein la bouche et les colonnes de journaux du grand idéal de Démocratie, de la mission dévolue à la France de nous démocratiser et civiliser alors que depuis plus d'un siècle et pas plus tard que les années précédant l'insurrection, ils avaient fourni à l'opinion mondiale l'exemple devenu proverbial des « élections à la Naegelen », du nom du gouverneur général qui avait falsifié massivement, par une répression sanglante et sans vergogne les élections à l'Assemblée algérienne de 1948, ce qui a définitivement fermé aux yeux d'une majorité d'algériens la voie des réformes pacifiques.

Ces gouvernants prétendus de gauche aimaient parler de paix en général, la leur, celle fondée sur le sous-développement et les inégalités sociales et civiques, les prisons et les cimetières, tandis qu'au nom de la « pacification » ils alimentaient les feux de la guerre. Ainsi procéda Guy Mollet en 1956, lorsqu'élu sur la vague d'un programme électoral de paix en Algérie et disposant d'une bonne majorité parlementaire, il intensifia deux mois plus tard le branle-bas de guerre après avoir cédé aux pressions des militaires revenus du Viet Nam et des colons ultracolonialistes qui venaient de le chahuter à coups de tomates à Alger.

Comme vous le voyez, la confusion, les méfiances et les contentieux à déblayer restent encore lourds dans les opinions, même lorsqu'elles sont de bonne foi et de bonne volonté des deux côtés de la Méditerranée. C'est pourquoi entre autres, à propos du Mali et d'In Amenas, les voix ont été nombreuses à tenter de culpabiliser l'Algérie pour les propositions constructives de ses gouvernants visant depuis des mois à régler progressivement la grave crise malienne. On voudrait la punir pour le sage refus de sa diplomatie de s'associer aux solutions guerrières et aventuristes dans lesquelles on a cherché à l'entraîner, y compris en utilisant les prétextes suspects du « Terrorisme », dont la nouvelle flambée à point nommé sur une partie ultrasensible des territoires du Sud algérien mérite plus ample investigation.

Comme dans la fable des animaux malades de la peste, l'Algérie qui dérange avec sa politique extérieure de pacifisme africain (pourtant parfois flottante) est désignée comme la responsable de tous les maux. On ne peut s'empêcher de penser aux incitations suggérées par de bonnes âmes à propos de la situation actuelle en Grèce : le porte parole du Fonds Monétaire International décrète sans rire que la grave crise grecque est provoquée par le mouvement Syriza, coupable de refuser et cautionner la politique d'austérité menée par les instances internationales et la troïka intérieure des partis de Grèce soumis aux diktats ravageurs.

Il ne s'agit pas évidemment de rester braqué sur le passé comme si ce dernier devait fatalement se répéter. Mais instruits par ce passé, quel regard objectif et critique pouvons-nous porter sur les derniers événements, nous algériens et français aspirant à la paix, à la liberté et au progrès social, travailleurs et autres couches sociales des deux pays qui gagnerions à défendre ensemble les intérêts mutuels légitimes de nos peuples et de nos Etats?

Assurément, ces événements reflètent un concentré des problèmes multiples hérités des décennies d'Histoire écoulées, tout en étant un creuset aux conséquences futures importantes autour de la Méditerranée, avec les particularités inhérentes à chacune des deux rives. Du côté sud, nous avons les peuples du monde arabe qui ont été secoués par les tempêtes récentes (terme que je préfère à celui approximatif et trompeur de printemps), ainsi que ceux d'une Afrique noire à l'économie précaire et ballotée par l'instabilité politique. Du côté nord, c'est l'Europe et plus généralement le monde dit occidental où l'onde de choc de la crise capitaliste mondiale et les politiques d'austérité exercent leurs ravages et accroissent les angoisses. En fait, si on en croit les données et indicateurs d'analystes fiables tels que ceux du GEAB 20, le tableau pour tous les continents est dominé par l'imminence de remous géopolitique sans précédent à partir de ce printemps 2013.

Sur cette toile de fond, que nous disent quelques traits récents significatifs de la partie dangereuse et hasardeuse qui se joue autour du Mali et dans la région sahélo-saharienne ?

Durant de longues semaines, la diplomatie française s'efforçait de cacher les plans d'intervention militaire à très brève échéance en faisant mine de souscrire aux recommandations algériennes qui ont reçu l'aval des instances de l'ONU. Celles-ci consistaient à poursuivre et soutenir les efforts en vue de solutions pacifiques et négociées entre tous les acteurs de terrain au Mali et dans la région, sans exclure en cas d'échec une intervention soumise à conditions et contrôle collectif. Nul n'ignore que malgré cela, les tentatives françaises au grand jour ou souterraines se sont intensifiées auprès de la CEDEAO et des acteurs maliens visant à les dissuader d'appliquer cette orientation et à se tourner vers l'option militaire comme la seule possible. Sur cette lancée dans la tradition de la Françafrique, l'avancée de formations djihadistes vers le Sud malien dont les instigateurs et les dessous restent à éclaircir, a été une tentative de légitimer et précipiter une intervention militaire unilatérale déjà longuement préparée, avec l'espoir que ce fait accompli consacre au leadership français un soutien international assez large. Cette manœuvre a des similitudes frappantes avec celle pilotée par Sarkozy en Libye, qui avait exploité les stupides menaces de Qadafi sur les habitants de la ville contestataire de Benghazi, pour contourner les instances de l'ONU et transgresser l'esprit et la lettre des résolutions du Conseil de Sécurité. En fait, comme en Libye, la menace des groupes djihadistes maliens pouvait être bloquée sans menace réelle sur le sud du pays en attendant des mesures régionales et internationales plus consensuelles. Mais cela ne correspondait pas aux projets français réels tels qu'ils ont été rapidement confirmés par de multiples déclarations de la présidence et d'autres commentaires autorisés, à savoir la conquête et le contrôle de tout le territoire malien. Le flou et les manipulations secrètes continuent à être, à cela rien d'étonnant, l'arme privilégiée des entreprises néocolonialistes, au mépris des usages et du droit international.

L'étape suivante pour sortir de l'isolement international auquel se heurtait dès le début l'entreprise guerrière, ce fut - par coïncidence bizarre ou planification synchronisée - la tentative par le biais de commandos terroristes, d'internationaliser le harcèlement et l'encerclement d'une Algérie récalcitrante à se joindre au brigandage. Ce rôle fut dévolu à l'incursion à point nommé à In Amenas du groupe djihadiste de Belmokhtar, au sujet duquel les opinions de tous pays sont dans l'attente d'informations sur les dessous encore opaques d'une affaire qui probablement a peu de secrets pour les services spéciaux des pays les mieux outillés en ce domaine.

En fait, de nombreux secteurs des opinions tant en Algérie qu'en France, travaillés par les rumeurs, les accents propagandistes et la désinformation, ont raison d'être perplexes sur les mobiles, les raisons de certains comportements à leurs yeux déroutants tant du côté des autorités françaises qu'algériennes.

Du côté français, il est assez vite apparu, que les raisons d'urgence sécuritaire initialement invoquées visaient de façon préméditée l'objectif de « reconquête totale du Mali ». Il s'agissait surtout en fait de prendre de vitesse les partenaires européens et occidentaux dans l'UE et l'OTAN, à la fois comparses et rivaux qui furent tenus le moins informés possible de la décision française. On comprend leur mauvaise humeur et leurs réticences à s'aligner sur l'aventure pilotée par Hollande en posture de chef de guerre. Ces calculs nous ramènent aux compétitions féroces sur le terrain et dans les chancelleries qui opposaient au cours du XIX^{ème} siècle les puissances européennes pour le dépeçage colonial de l'Afrique aboutissant au pacte de brigandage du Congrès de Berlin de 1895 de triste mémoire. Cela fait penser aussi, une vingtaine d'années plus tard, au démantèlement au siècle suivant du Proche et Moyen Orient arabes, jusque là sous administration ottomane - à partir des accords anglo-français Sykes Picot.

Les mœurs coloniales ont survécu avec les mêmes oripeaux de mission civilisatrice, les mêmes arguties et artifices de langage qui furent ceux des gouvernants de la France royaliste ou républicaine, toujours pressés d'évacuer et compenser leur discrédit intérieur et les mécontentements sociaux et populaires par des fuites en avant extérieures. Aujourd'hui François Hollande prolonge au Mali les coups de force aventuristes de Sarkozy en Côte d'Ivoire, Libye et Syrie pour des raisons à la fois internes et de stratégie internationale. En perte de vitesse dans l'opinion par sa politique d'austérité envers les couches les plus vulnérables, il souhaiterait compenser la fragilité de l'économie française par un pillage accru et pérennisé des ressources africaines. Prétendant que la France n'a pas de visées économiques sur un Mali soi-disant pauvre mais pourvu notoirement d'un sous-sol fabuleux encore peu exploité, il vise en fait un positionnement stratégique malien qui garantirait la sécurité de l'exploitation des gisements sahéliens tels que ceux d'uranium du Niger que le monopole de Areva, selon diverses sources, paye au quart de son prix mondial, cependant qu'une part infime est allouée aux couches bureaucratiques nigériennes inféodées, le reste de la population, notamment touarègue, livré à une misère et une pollution radioactive massives. Cette stratégie n'hésite pas à attiser les divisions ethniques africaines, autant que la désinformation et la passivité d'une grande partie de l'opinion française anesthésiée par des décennies de rente coloniale et les préjugés du « racisme ordinaire ».

Venons-en maintenant aux questionnements du côté algérien.

Comment comprendre que les projets et déplacements d'une organisation terroriste, dont l'existence et nombre d'activités sont en principe bien connues ou prévisibles, ait échappé à la vigilance des services concernés dans une période et sur un territoire aussi sensibles avec les menaces multiformes surgies depuis le Mali.

Dans le même ordre d'idées, que signifie exactement l'accord donné au survol de l'espace aérien algérien ? N'aurait-il pas été mieux compris si les autorités algériennes, au lieu d'être enfermées dans un silence ressenti comme un outrage par les citoyens qui l'ont appris de la bouche des gouvernants français _ l'avaient publiquement soumis à conditions en exigeant des objectifs limités de l'opération malienne, sans accepter que cet accord soit illimité et par conséquent prisonnier des plans néocolonialistes comme le prétendent les sources françaises? Etonnant de la part d'un des pays qui restent parmi les plus attachés de la région au principe de souveraineté, au moins par les déclarations et par certaines positions qui tranchent avec l'alignement et la soumission poussée de nombreux régimes arabes aux plans atlantiques du « Grand Moyen Orient » ou de « l'Africom » .

Ces inquiétantes zones d'ombre ne seraient-elles pas, sous réserve d'informations souhaitables, seulement la partie émergente de l'énorme iceberg constitué par certains lourds problèmes intérieurs algériens préoccupants ?

On connaissait déjà, sur des questions stratégiques importantes, quelques exemples révélateurs des méfaits de l'autoritarisme antidémocratique et de la corruption massive engendrée par un système compradore. Ainsi il y a quelques années, au temps du ministre Chekib Khellil approuvé par le président Bouteflika, les

Algériens découvraient la mise en danger stupéfiante des acquis de la nationalisation des hydrocarbures, si grave qu'elle fut en partie désavouée au moins temporairement. Tout récemment encore, la nouvelle expression de ces reculs dans l'accord donné en catimini à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste sahariens, au sujet duquel on attend toujours des informations claires et convaincantes.

Autant de signes de la méconnaissance et du mépris affichés envers la participation démocratique de la société, alors que cette participation, réprimée de toutes parts, est le facteur décisif pour la cohésion et l'efficacité nationales, face aux chantages des ennemis d'une solide souveraineté algérienne. Aucun doute que si les autorités du pays s'étaient appuyées sur une volonté et une vigilance populaires démocratiquement et massivement exprimées, les plans de déstabilisation et d'isolement de l'Algérie auraient eu de bien moindres chances de réussir.

On peut tout aussi bien affirmer que les carences de la vie associative et des organisations dans la société et le champ politique, en partie à cause des entraves et de la répression officielles, n'ont pas permis à la base populaire et citoyenne de se mobiliser pour jouer un rôle bénéfique capable de peser sur les orientations de politique générale et internationale du pays. Trop souvent, les faiblesses du consensus national et de la démocratisation sont imputées aux seuls pouvoirs, qui en assument effectivement la plus grande responsabilité. Mais les acteurs sociaux et politiques présents au sein de la société ont eux aussi les yeux trop souvent rivés sur les jeux de pouvoir, les illusions quant aux changements par le seul « sommet ». Ils s'interrogent et se mobilisent peu sur les moyens à mettre en œuvre pour élever les capacités d'influencer, participer et prendre en mains la part la plus grande qui leur revient démocratiquement dans les processus d'orientation, de décision et de contrôle. Pourtant, et c'est un bon signe par rapport aux régressions constatées, la société et les organisations sociales font preuve d'élan mobilisateur de plus en plus conscients contre l'austérité et les injustices sociales, pour des solutions bénéfiques aussi bien aux populations qu'à l'intérêt national. La réaction dominante de la part des pouvoirs est la répression ou des mesures démagogiques sans impact profond sur les problèmes posés. Voilà ce qui rend plus impératifs des efforts plus grands de la part des forces politiques progressistes de toutes obédiences et plus encore celles qui se déterminent sur des bases de classe claires, pour accompagner et soutenir les luttes sociales en cours dans leur contenu revendicatif et de propositions constructives. Seule façon aussi de mettre en échec les entreprises de corruption ou de division et d'aiguillage des conflits ethno-tribalistes et communautaristes jusqu'à leur militarisation artificielle.

On se trouve en vérité face au problème crucial de l'Algérie depuis les débuts tourmentés de l'indépendance avec la grave crise de l'été 1962. Cet événement fondateur malheureux marqua le début effectif du détournement de la perspective démocratique et sociale, celle proclamée par l'insurrection nationale de novembre 1954. L'objectif formel, l'indépendance du pays par rapport au joug colonial dans ses formes les plus brutales, avait été réalisé sans le contenu de citoyenneté qui aurait pu lui donner son plein sens. La république démocratique et populaire, inscrite au fronton des bâtiments et sur les documents officiels n'a connu, dans son contenu politique et social, une existence tendancielle, fragile et sabotée que durant une courte période, avant de subir sa plus grande régression dans la décennie noire des années 90. Celle-ci a accéléré l'expansion de l'autoritarisme et de la corruption devenant systémiques.

La question est posée : à quelles conditions se fera une convalescence digne des grands espoirs et de l'héroïsme collectif naguère déployés contre l'esclavage colonial. L'une des conditions primordiales est que la société algérienne, ses institutions et ses forces politiques prennent en charge positivement les rapports entre le militaire et le politique. Ce problème crucial a traversé les étapes historiques successives de l'Algérie. Le rapport entre le militaire et le politique a été vécu et géré tantôt de façon synergique et constructive, tantôt antagonique et contre-productive. En illustrer les diverses manifestations successives, depuis la conquête française au 19^{ème} siècle, était le thème que j'assignais à mon intervention avant que surviennent les événements récents liés au Mali. Je vous en exposerai les éléments déjà préparés, soit dans le débat, soit ultérieurement.

22 janvier 2013